

**33e dîner annuel du CRIF - Israël -  
Etats-Unis - Statut de Jérusalem -  
Discours de M. Emmanuel Macron,  
président de la République -  
Extraits**

(Paris, 07 mars 2018)

(...)

L'Europe est là pour nous rappeler, semaine après semaine, le risque des extrêmes et leur montée. Vous venez de rappeler, Chère Beate, la montée de l'AFD lors des dernières élections allemandes, nous avons vu il y a quelques jours, la montée des extrêmes dans l'Italie voisine. Et donc cet esprit du temps et ce vent mauvais sont toujours là, à travers l'Europe et existent toujours encore dans notre pays.

(...)

Jamais nous ne devons faiblir et jamais nous ne faiblirons dans la dénonciation de l'antisémitisme et dans la lutte contre ce fléau, il n'y a là aucun accommodement, aucun interdit de langage, aucune cécité possible, quelle que soit la forme qu'ils prennent de l'injure à l'agression, de la stigmatisation au meurtre, l'antisémitisme est le contraire de la République. Il est le déshonneur de la France. Et nous combattons chaque jour pour une République de l'honneur et de la fraternité, nous combattons donc chaque jour l'antisémitisme sous toutes ses formes.

Et le combattre, c'est assurer la sécurité, le combattre, c'est lutter partout contre la faiblesse des esprits et gagner cette lutte des imaginaires, le combattre, c'est mener cette bataille à l'école dans le dialogue des nations et sur le plan international. Le droit à la sécurité est en effet un droit sacré dans notre pays, assurer cette sécurité est la première mission de l'Etat. Les attentats terroristes et le terrorisme islamiste nous ont mis à l'épreuve et nous sommes engagés dans un combat de longue haleine, vous l'avez là aussi rappelé. Ce combat n'est pas terminé, vous en avez rappelé toutes les traces, toutes les morsures ces derniers mois encore sur le sol national. La mobilisation du gouvernement est entière et notre détermination l'est tout autant. Et c'est non seulement sur le sol national, mais en Syrie, en Irak, comme au Sahel que nous sommes engagés. C'est le combat contre le terrorisme sous toutes ses formes qui a conduit à l'engagement et au succès de nos armées et je veux ici saluer le courage de nos soldats engagés au Mali et au Proche-Orient contre Daesh et les terroristes.

(...)

Et ce combat, ce combat dans l'imaginaire, ce combat de mémoire est l'un des meilleurs

antidotes à cet antisémitisme qui ressurgit ou se reconstruit, c'est pour ça que je prends un peu de temps pour expliciter ma position, parce que si quelque chose renaît aujourd'hui, c'est que quelque chose réapparaît, des racines, dans notre société qui ont conduit au pire de l'antisémitisme. Enfin, mener ce combat, c'est aussi le mener sur le plan international, je me suis très clairement exprimé sur ce sujet, vous l'avez rappelé, et je souhaite que notre gouvernement travaille avec toutes les organisations internationales, les Etats, en Europe et dans le monde, qui oeuvrent et qui luttent avec les fondations et les institutions culturelles engagées dans ce domaine pour notre mémoire partagée et contre l'antisémitisme.

C'est pourquoi je souhaite également que les liens se renforcent avec Israël, nous aurons cette année, Madame l'Ambassadeur, nous aurons cette année la joie d'accueillir une saison croisée France-Israël, de mai à octobre 2018, dans les deux pays, plus de 100 manifestations vont être organisées dans tous les domaines, les arts visuels, le théâtre, le cinéma, la mode, la gastronomie, l'innovation, la science seront à l'honneur. Et je tiens, à ce titre, à remercier l'Institut français et le comité des mécènes pour leur soutien décisif à cette programmation, ce sera un moment historique qui vise, au-delà des dizaines d'institutions impliquées dans cette saison et des milliers de spectateurs qui y participeront, en Israël et en France, à rapprocher nos deux sociétés, française et israélienne pour les années à venir.

Mais les échanges entre gouvernement ne suffisent pas, y compris pour parler de paix et de sécurité, l'action de la société civile est indispensable, et nous avons la chance d'avoir, en Israël et en France, des acteurs économiques, associatifs, scientifiques et culturels de premier plan. Je l'ai dit au Premier ministre israélien, et je le dirai bien sûr au président Rivlin, lorsque je le recevrai en juin à Paris. Avec le gouvernement israélien, nous travaillons sur ce sujet, et je souhaite que nous puissions - ce lien est déjà extraordinairement vivace et pour beaucoup d'entre vous, vous le faites vivre au quotidien - mais que nous puissions aller plus loin dans ces échanges croisés, dans justement ces partenariats, à tous égards, qui font vivre la relation.

Avec le gouvernement israélien, nous avons des échanges très réguliers et très directs, le Premier ministre Netanyahu et moi avons eu à plusieurs reprises de longs entretiens diplomatiques, nous travaillons ensemble sur la situation au Moyen-Orient, et notamment sur la menace que représente l'influence militaire de l'Iran, que ce soit en Irak, en Syrie ou au Liban. Et sur ce sujet, la France a pris une position claire de respecter les traités qu'elle avait elle-même participé à mettre en oeuvre et qu'elle avait signés ; mais de le faire avec une exigence, un réalisme, pour lutter contre l'activité balistique et l'emprise régionale de l'Iran.

C'est-ce qu'avec nos partenaires britanniques, allemands et américains, nous continuons de faire de manière régulière, et j'espère que nous resterons dans le cadre qui est aujourd'hui le nôtre, mais avec une volonté claire et sans ambiguïté, la sécurité d'Israël et la lutte contre toute politique d'agression à l'égard d'Israël, qui est un des éléments que nous prenons en compte au premier chef dans notre action diplomatique dans la région.

La sécurité de notre allié israélien est une priorité absolue, elle n'est pas négociable, je le répète ici clairement avec la plus grande fermeté, et dans nos échanges avec le gouvernement israélien, il y a aussi des points évidemment qui sont des points de désaccord relatif, ils existent, et à ce titre, je pense qu'il continue à être important de travailler avec l'Iran pour justement réussir à cantonner leur action, leur activité, avoir une politique de contact avec toutes et tous et avoir aussi une politique qui, je crois, d'ailleurs est assez cohérente avec ce

qu'a toujours été la politique de la France à l'égard du statut de Jérusalem et du conflit israélo-palestinien.

Et Cher Président, vous savez très bien quelle est ma position sur ce sujet, parce que je crois, au-delà du fait que c'est la position historique française, que c'est la seule position utile, utile pour vous au moment, où cela a été fait, et je l'ai dit à mon ami Donald Trump, président des Etats-Unis d'Amérique, je pense que l'annonce, parce que nous disons réciproquement que nous sommes amis, ce qui est vrai, et généralement, on le dit avant de parler de quelque chose sur lequel nous ne sommes pas d'accord, et donc au moment où de manière unilatérale, il a annoncé la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, je pense qu'il n'a pas aidé à la résolution du conflit, à la situation, je ne pense même pas qu'il ait aidé à l'amélioration de la situation sécuritaire, pour vous parler très franchement.

Je pense que c'est une véritable erreur dans ce contexte, et si la France suivait cette voie aujourd'hui, on ferait plaisir, mais on serait devenu inutile, parce qu'on perdrait ce statut, pardon de l'anglicisme, Mes Chers Présidents, Madame l'Ambassadrice, nous perdriions le statut de "honest broker", qui est le seul utile pour la région et qui était d'ailleurs une forme d'utilité américaine pour la région. À un moment donné du processus, la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et de la Palestine, adviendra, mais ça doit venir au bon moment du processus, dans un jeu équilibré qui avancera, et nous aurons des désaccords avec plusieurs dans cette salle, mais je peux vous dire très sincèrement que le président de la République française ne ferait pas son devoir, y compris à votre endroit, s'il se contentait simplement de vous faire plaisir pour une soirée.

Parce que sur ce sujet, comme sur beaucoup d'autres, la solution viendra du dialogue, et elle viendra au premier chef du dialogue entre les parties sur le terrain, et donc ce que je souhaite faciliter, ce à quoi nous allons oeuvrer et continuer à oeuvrer, méthodiquement, patiemment, et avec d'ailleurs nos amis américains, c'est de pouvoir trouver une solution construisant la paix, et agréée par les deux parties sur le terrain, personne ne construira la paix sur le terrain à Washington, à Paris, à Bruxelles ou ailleurs, ça n'est pas vrai. Les associations qui luttent pour les droits de L'Homme et les libertés fondamentales ont vocation également à participer directement à ce travail diplomatique, à cet élan collectif vers la paix, et je sais pouvoir compter sur leur engagement.

(...)/.